

***Projet de loi n° 1 : une offensive législative
antidémocratique***

Le projet de Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec est illégitime et doit être retiré

Par
Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke



Mémoire présenté à la Commission des institutions
dans le cadre de la consultation générale sur le projet de loi n° 1,
Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec

Le 27 novembre 2025

SYNTHÈSE DU CONTENU DU MÉMOIRE

Le Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke considère que le Projet de loi n° 1, *Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec*, est illégitime et antidémocratique. L'organisation souligne qu'une constitution ne peut être élaborée comme une loi ordinaire : elle exige un processus transparent, ouvert et participatif, conforme aux standards du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Or, le projet de loi a été préparé en secret, sans consultation préalable ni mandat électoral, et impose d'emblée une vision partisane du gouvernement. Les consultations actuelles portent uniquement sur un texte déjà rédigé, ce qui limite la réflexion collective et risque d'être utilisé pour lui donner une fausse légitimité. Le CSI-S estime que le projet affaiblit la protection des droits et démontre le peu d'écoute du gouvernement envers la société civile. En raison de ces manquements démocratiques majeurs, l'organisation demande le retrait complet du projet de loi.

PRÉSENTATION

Le Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke (CSI-S) est un organisme sans but lucratif engagé depuis cinquante ans dans la promotion de la solidarité, de la justice sociale et du développement durable. Ancré dans la communauté estrienne, le CSI œuvre à renforcer les capacités des organisations et des collectivités, tant ici qu'à l'international, afin de contribuer à un monde plus équitable. Par ses projets de solidarité internationale, ses activités d'éducation à la citoyenneté mondiale et ses partenariats durables, le CSI joue un rôle central dans la mobilisation du public autour des enjeux sociaux, économiques et environnementaux. Au fil des décennies, l'organisme s'est imposé comme un acteur clé du développement international en Estrie reconnu pour son approche inclusive, participative et respectueuse des droits humains.

CONSIDÉRATIONS SUR LE PROJET DE LOI 1

Le 9 octobre 2025, le ministre de la Justice a déposé le projet de loi n° 1 (PL1), *Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec*, qu'il souhaite faire adopter au cours de la dernière année de mandat de son gouvernement.

Une constitution, en raison de sa primauté dans l'ordre juridique d'une société et de l'importance sociétale des principes qui y sont enchâssés, n'est pas une simple loi ordinaire. Un processus visant à adopter une constitution ne peut légitimement être le même que celui visant l'adoption d'une loi ordinaire, pour laquelle on peut se contenter d'atteindre une simple majorité des votes à l'Assemblée nationale.

Pour être légitime, l'élaboration d'une Constitution doit suivre un processus précis. Pour ce faire, le gouvernement devrait s'inspirer des critères définis par le Haut-commissariat des droits de l'homme des Nations Unies (HCDH) concernant l'élaboration de constitutions¹. En effet, le HCDH souligne qu'un tel acte juridique doit s'accompagner d'un processus de consultation et d'élaboration large, ouvert et participatif. Ce processus, mené en amont de l'élaboration d'un projet de constitution, doit permettre l'expression et la participation du grand public et des acteurs de tous les secteurs de la société, des défenseurs des droits humains, des associations de juristes, des organisations de la société civile représentant tous les groupes de populations, notamment celles qui représentent les femmes, les réfugié-es, les travailleurs-euses, et tout autre groupe minorisé ou vulnérabilisé. Toute consultation préalable à l'élaboration d'une constitution doit également impliquer des associations et représentant-es des peuples autochtones, en respect de leur droit à l'autodétermination et du dialogue de nation à nation.

Le projet de loi n°1 a été élaboré en catimini au cours de l'été, derrière des portes closes, sans qu'il n'ait fait l'objet de consultations publiques préalables ou que l'idée même de doter le Québec d'une constitution n'ait été au cœur d'un quelconque projet électoral présenté à la population lors des élections générales de 2022. En mettant au jeu son PL1, le gouvernement de

¹ *Note d'orientation du Secrétaire général sur l'assistance des Nations Unies à l'élaboration de constitutions* (avril 2009), p. 4

la CAQ prend en otage l'élaboration d'une éventuelle Constitution du Québec en dictant à l'avance, de manière partisane, la structure des discussions qu'il sera possible d'avoir lors de la consultation à venir. La consultation générale et les auditions publiques devant la Commission des institutions ne s'effectueront pas sur l'idée générale d'une constitution québécoise, mais bien sur *ce* projet de constitution caquiste. Cela ouvre toute grande la porte à une instrumentalisation politique du processus de consultation par le gouvernement pour donner une aura de légitimité à un projet de loi partisan, dont l'élaboration ne respecte aucune des exigences démocratiques minimales.

L'architecture générale du projet de constitution caquiste concernant le régime de protection des droits et libertés applicable au Québec – entre autres – est telle que de simples améliorations ciblées ne suffiront pas à nous protéger collectivement du net recul qui découlerait de son adoption. De plus, le gouvernement actuel nous a bien démontré le peu d'écoute qu'il accorde à la société civile lors de consultations sur des projets de loi, comme en font foi plusieurs lois ou projets de loi touchant le droit de grève, la santé et les services sociaux, la laïcité de l'État et plusieurs autres.

Que la CAQ ait élargi les consultations prévues devant la Commission des Institutions, passant de consultations particulières à consultations générales, est loin de compenser cette offensive législative antidémocratique.

La Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke rejette fermement le processus entourant le projet de loi 1, *Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec*.

Le PL1 est un acte législatif illégitime, qui ne saurait être discuté article par article et qui doit, au nom de la sauvegarde des principes fondamentaux de la démocratie, être retiré dans son entièreté.